

sommaire

EDITORIAL par Monsieur Alain Boisson**PORTRAIT** le SamuSocial de Nice**TRIBUNE** la politique du thermomètre par le Dr Xavier Emmanuelli**LA GAZETTE** des nouvelles de la Fédération**REVUE DE PRESSE****EDITORIAL**par Alain Boisson,
président du Samu Social de l'Aire Toulonnaise

En plein cœur de l'hiver, l'été 2003 reste encore dans notre mémoire.

10 000, 15 000 morts, nous ne saurons jamais les chiffres exacts. Des décès de personnes seules, dans leur appartement ou abandonnées dans des maisons de retraite. Ces événements ne sont pas à l'honneur de notre pays. Nous connaissons des pays bien moins développés, bien moins civilisés que le nôtre où les anciens sont mieux accompagnés.

Dans toute cette tourmente, comment ont pu se comporter nos amis de la rue ? Les souffrances dues à la chaleur, la déshydratation, font aussi mal que celles du froid, mais nous n'étions pas à la période de l'année où l'on parle des gens de la rue.

Année après année, il nous faut attendre les premiers froids du mois de décembre, le décès d'un SDF sur le trottoir pour que tous les médias se mettent en branle afin que l'on daigne jeter un regard sur cette femme ou cet homme couché par terre qui ne sent pas bon !

A Toulon, au plus fort de la chaleur, en plein soleil, Dominique et Christophe ont vécu sur le trottoir près du Samu Social. Tous nos efforts furent vains pour qu'ils intègrent un lieu plus décent. Tous les jours des voisins venaient nous interpellé, dérangés par une telle situation et surtout par une odeur pestilentielle. Nos interventions auprès de la DDASS, des pouvoirs publics, rien n'y fit. Puis un jour fin août, une délégation – pompiers, police, service de nettoyage, et adjoint au Maire – embarqua vers l'hôpital nos deux amis plus un troisième larron venu leur rendre visite ce jour-là. Christophe est resté hospitalisé plusieurs jours. Dominique devait sembler en meilleure forme : il quittait l'hôpital une demi-heure après ... pour décéder dans la rue quinze jours plus tard.

L'équipe du Samu Social de Toulon, marquée par de tels événements, se pose encore aujourd'hui la question de la portée de son accompagnement, puisqu'il n'a pas permis ici malgré les efforts déployés, d'éviter le drame.

« L'hospitalisation sous contrainte » non plus pour Dominique, qui aurait eu besoin davantage de considération et de temps pour se réapproprié son corps et restaurer un rapport à la souffrance, préalables incontournables pour entamer une démarche de soins.

Trois mois après la canicule meurtrière, Madame Dominique Versini présentait son plan « urgence hivernale » à trois niveaux déclenchés par les Préfets de Région, en lien avec Météo France : « une anticipation des températures, le renforcement des capacités d'hébergement, des équipes mobiles supplémentaires, l'augmentation des postes d'écoute dans les 115 et une progression de 15% du budget national en faveur de la lutte contre l'exclusion » ont été annoncés. Qu'en est-il réellement sur le terrain ? Le bilan en sera fait très prochainement puisque ce qui reste une constante, malgré la « leçon » de l'été dernier, est cette date fatidique du 31 mars qui marquera encore dans la plupart des villes la fermeture des centres d'hébergement d'urgence et l'arrêt de l'activité des équipes mobiles.

Ce que nous avons pu constater à Toulon cet hiver, c'est la mobilisation des autorités municipales et régionales autour des budgets à débloquer. A nous d'aller chercher ces budgets et d'imaginer comment améliorer l'aide apportée à nos amis de la rue.

Le SAMU Social de Nice :

« Etablir le lien social, c'est créer un lien *mutuel* »

C'est en juin 1997, à la suite d'une réflexion menée avec les représentants de l'Etat, de la ville de Nice, du Conseil Régional et du secteur associatif (Inter Secours Nice), que la **Mutualité Française des Alpes Maritimes** crée une Equipe Mobile d'Urgence Sociale, qui prend bientôt le nom de **Samu Social de la ville de Nice**.

Situé en amont du processus d'insertion, le travail du Samusocial de Nice permet une écoute sans dramatisation, sans volontarisme. Il ne s'agit pas d'une démarche contractuelle. La proximité recherchée est avant tout relationnelle, et l'objectif principal est de tisser un premier lien entre les personnes en situation d'extrême précarité et le système sanitaire et social. **C'est pourquoi le Samusocial de Nice a choisi prioritairement d'intervenir en journée**, considérant que de simples conseils « d'orientation » ne peuvent être suffisants pour ces personnes très désocialisées : l'accompagnement physique vers les structures compétentes et un suivi au plus près des démarches entreprises est ici privilégié, et impose un fonctionnement en adéquation avec les heures d'ouverture des partenaires institutionnels.

Pour réussir dans cette tentative de création de lien social, le samusocial de Nice se fixe **4 objectifs opérationnels** : - occuper l'espace où se trouvent les personnes : la rue ; - inciter les personnes à s'engager dans une démarche de soins (leur permettre de réinvestir leur rapport au corps est une étape préalable incontournable), et les aider à retrouver une situation administrative, des droits sociaux ; - améliorer la coordination entre les différents intervenants du secteur sanitaire et social ; - aider les personnes à retrouver une autonomie et à redevenir acteur de leur propre vie.



La Mutualité Française : « Les inégalités de santé, loin de s'estomper, se creusent en France - inégalités d'accès aux soins, inégalités de recours aux soins, inégalités de qualité des soins, inégalités d'accès à l'information et à l'éducation pour la santé. La Mutualité Française lutte contre ses inégalités en étant engagée sur le terrain de la prévention et de la promotion de la santé depuis plus de 20 ans, avec une ambition : démontrer que **la santé, aujourd'hui source d'inégalités et d'exclusion, peut être demain un facteur d'insertion sociale, un moyen d'intégration pour les exclus ou ceux qui sont en passe de l'être** ».

Dans la ligne de cette mission ont été développés dans les Alpes-Maritimes, sous la présidence de Thierry Pattou, des programmes de lutte contre l'exclusion par la santé, dont le Samusocial se veut un des maillons, à l'extrémité de la chaîne.

Mais la Mutualité Française des Alpes Maritimes, ne perd pas de vue « l'urgence » : dans la mission du samusocial, permettre aux personnes de rejoindre les structures d'hébergement susceptibles de leur proposer un abri pour la nuit est aussi un soucis prioritaire, particulièrement en période hivernale.

C'est pourquoi les responsables et les équipes se battent depuis plusieurs années pour mettre en place un Samusocial opérationnel 365 jours par an, de 9h à 21h de mai à octobre, et jusqu'à 23h de novembre à avril. Ce fonctionnement nocturne a été possible depuis 2 hivers grâce au soutien financier de la **Fondation Abbé Pierre**, et la pérennité d'un tel dispositif semble cette année en bonne voie : Mouldi Ghanjati, responsable du Samu social de Nice, qui coordonnait une équipe de 4 permanents et 24 volontaires, a recruté 2 nouveaux salariés - un assistant social et un accompagnateur sanitaire et social - et 12 bénévoles supplémentaires. En effet, depuis le 27 novembre dernier, une **convention signée avec la Croix Rouge ainsi que la DDASS et le Conseil Général** a permis d'augmenter son financement et de réorganiser ses interventions. **Dorénavant, en plus des traditionnelles tournées de jour (de 9h à 18h), une équipe prend désormais le relais tous les soirs jusqu'à 23h30, ainsi que les après midi des samedi et dimanche.**

Le partenariat à Nice : **Inter-Secours Nice** groupe une quarantaine d'associations engagées

lement dans les échanges établis avec les



Perspectives : Le Samusocial de Nice est devenu un acteur incontournable dans la prise en charge du public sans-abri sur le département.

Au cours de l'année 1998, 911 entretiens avaient ainsi été menés dans la rue, auprès de 300 personnes différentes, en 2002, 1681 entretiens menés, auprès de 309 personnes différentes sur Nice, 406 accompagnements, 1025 actions de coordination avec les partenaires. En 2003, 350 personnes différentes ont été rencontrées et suivies. Mouldi Ghanjati pronostique cette année davantage de contacts, avec un nombre croissant de personnes précaires provenant notamment des pays de l'Est ; mais l'élargissement des heures de présence dans la rue et l'enrichissement de l'équipe marque un progrès dans la prise en compte des besoins des sans-abri, auxquels des solutions d'hébergement provisoire pourront au moins être proposées, pour ensuite éventuellement que soit entamé un travail à plus long terme.

La politique du thermomètre

Par Xavier Emmanuelli

extraits d'une intervention diffusée sur France Info le 28 février 2004

Avec le froid les pouvoirs publics déclenchent une campagne publicitaire pour « attirer l'attention des citoyens » sur le sort des exclus qui sont « condamnés » à la rue, en leur demandant de composer le 115.

Il faut le redire ici, personne ne choisit d'être à la rue, même si par un réflexe de dignité, il arrive que certains revendiquent, au titre de leur liberté, leur triste condition de SDF et d'errant. Personne ne choisit l'enfer de la rue, et si les samusociaux, quand ils proposent des hébergements d'urgence, essuient parfois des refus, c'est simplement que les personnes sans domicile imaginent encore que ces centres sont des endroits de violence et de crasse ; ils leur préfèrent donc leur coin de rue qu'ils ont souvent chèrement conquis.

Le samusocial offre pourtant des hébergements qui – s'ils ne sont pas parfaits - sont dignes et professionnels. Mais il est difficile de faire comprendre à ces personnes, qui sont forcément sur la défensive, que les institutions qui les négligent tout le long de l'année prétendent, parce que c'est l'hiver et qu'il fait froid, qu'elles leur veulent du bien et qu'elles travaillent dans leur intérêt.

Le numéro national 115 que j'ai créé en 1996 à l'instar du 15 dont il tire son modèle et sa philosophie est, sur Paris, victime de son succès. C'est un numéro de coordination qui doit pouvoir répondre aux sollicitations des personnes en difficulté pour leur proposer des solutions concrètes. Entre 1500 et 1800 appels par jour le mettent constamment sous tension et soulignent le fait que le dispositif de l'urgence est insuffisant. En fin de soirée et même souvent dans la journée, force est de constater qu'il n'y a plus de solutions d'hébergement car toutes les possibilités sont saturées.

Bien sûr, il est important et intéressant d'alerter la population sur le sort de ceux qui sont abandonnés et qui subissent le froid comme une agression de plus, mais leur condition restera la même au printemps et en été quand il fera chaud.

L'urgence n'est qu'une méthode pour les approcher, pas une fin, et il est nécessaire de mettre en perspective le problème de l'exclusion en dehors de ce traitement symptomatique.

La rue reflète la faiblesse de nos institutions sanitaires, sociales et psychiatriques. Que faire pour les psychotiques qui ne trouvent pas d'hébergement faute de places dans des établissements qui sauraient les accepter ? Quel sort réserve-t-on aux familles déboutées du droit d'asile ou qui attendent d'être fixées sur une demande d'asile ? Que faire pour les adolescents en errance, les vieilles personnes qui ne trouvent pas de place dans des maisons de retraite, les SDF handicapés, les travailleurs pauvres ? Suffit-il de téléphoner au 115 pour débloquer leurs pannes et leurs échecs ?

Appeler le 115 quand on voit un SDF dans la rue n'est pas suffisant ; le numéro d'urgence ne sert pas à signaler des « objets » à l'abandon dans les rues. Encore faut-il dresser un bilan de la situation, s'adresser à la personne, échanger avec elle, la reconforter, évaluer son état de détresse ou de danger ; et peut-être en ce cas le 115 n'est-il pas la solution universelle ?

Alerter la population sur le froid en communiquant sur le 115, décréter des niveaux d'alerte : plan grand froid, niveaux I, II ou III, sont des mesures censées mettre les gens à l'abri. Cela me paraît surtout être une précaution pour se mettre à l'abri et éviter ainsi la répétition, à l'envers, de la catastrophe météorologique de l'été qui s'est produite faute de mise en place d'un plan « grand chaud ».

C'est la politique du thermomètre.

L'exclusion, la grande exclusion, avec sa complexité, mérite mieux qu'une communication saisonnière et spectaculaire. C'est un problème de société. Il concerne la souffrance des gens – hiver comme été – tout le long de l'année.

Une matinée en maraude avec le samusocial de Nice

9h00 : Brigitte, Pierre et Valérie, une infirmière et deux travailleurs sociaux, se retrouvent dans le bureau du samusocial, situé en plein centre de Nice, pour une courte réunion de briefing avant le départ en maraude. Il s'agit de prendre connaissance ou se remémorer, à partir du cahier de liaison, des personnes à retourner « visiter » ce matin. La présence infirmière au sein du camion est une constante ici, non pour dispenser des soins dans la rue (même si une trousse de secours permet une petite « bobologie » éventuelle au sein du véhicule), mais plutôt pour sa capacité à poser un diagnostic sanitaire, et aussi pour faciliter le lien avec les structures médicales de droit commun vers lesquelles peuvent être orientées voire accompagnées les personnes rencontrées. La mission d'accompagnement tient en effet très à cœur à toute l'équipe qui revendique cette présence dans la rue dans la journée, lorsque les personnes, réveillées et disponibles, ont le temps pour des entretiens plus « poussés ».

Ce matin justement, le camion se rend d'abord sur le lieu fixé pour un rendez-vous avec Monsieur P. Mais cette personne n'est pas là ; l'équipe n'est pas étonnée : depuis plusieurs mois, Monsieur P. disparaît chaque fois qu'une démarche un peu constructive est entreprise. Le camion reviendra plusieurs fois sur place au cours de la journée et on restera vigilant aux appels qui permettraient de le retrouver dans les prochains jours. Un signalement nous amène ensuite sur le parking du marché : un monsieur y dort depuis plusieurs jours dans sa voiture, mais il n'accepte aucun contact avec l'équipe, et il est convenu de repasser régulièrement jusqu'à ce qu'un échange soit possible. Monsieur Robert et Mustafa sont rencontrés dans un jardin public en compagnie d'une troisième personne que l'équipe ne connaît pas. Après un long entretien, un rendez-vous est pris pour se rendre ensemble au SSAE. Le camion s'arrête ainsi pour 5 ou 6 rencontres encore et la matinée s'égrène. Avant de repartir en maraude tout l'après-midi, la pose déjeuner permettra de passer dans les locaux de l'antenne locale de Radio Bleue, sur laquelle des appels à bénévoles seront lancés .comme l'an dernier, pour renforcer l'équipe de nuit qui tourne pendant l'hiver, même si les 2 seuls centres d'hébergement de Canne et de Nice sont souvent saturés. L'accueil à bord du camion de jeunes policiers en formation qui permet de les sensibiliser aux problèmes des sans-abri, le projet de mise en place d'une équipe spécialisée dans l'abord des problèmes psy, des femmes de plus en plus nombreuses dans la rue (13% des sans-abri à Nice), ... bien d'autres sujets encore, ont été abordés ce matin. Le Samusocial de Nice a « du pain sur la planche » !

des nouvelles de la Fédération

Conseil d'administration de la Fédération

Notre dernier Conseil d'Administration s'est déroulé en octobre dernier, accueilli par l'association Autobus qui assure depuis 10 ans une mission de Samusocial dans les rues de Rouen.

Y ont été réaffirmées d'une part la nécessité d'accroître les « bénéfices » apportés aux adhérents et de mieux communiquer sur les possibilités d'échanges d'informations et de formations, et d'autre part la volonté de

travailler à une meilleure visibilité de la Fédération auprès des interlocuteurs institutionnels, partenaires associatifs, et pouvoirs publics.

Pour faire reconnaître la Fédération comme référence au plan national, notamment dans la définition de ce qu'est un samusocial, la rédaction d'un « cahier des charges » sur le sujet est apparu comme un préalable nécessaire. Une équipe de travail a donc été consti-

tuée pour mener à bien ce projet, avec l'appui de collaborateurs du siège national de la Croix-Rouge.

A travers ces différentes orientations, le Conseil d'Administration confirme donc l'enjeu initial, puisqu'il s'agit bien toujours de multiplier les échanges entre les adhérents pour consolider les préconisations et renforcer leur poids auprès des instances de décision.

Formations

La prochaine formation proposée par la Fédération se tiendra à Paris le **mardi 29 juin 2004**. Nous traiterons en particulier de la « **gestion de la violence** » : comment désamorcer une attitude agressive, anticiper un « passage à l'acte », se comporter face à un comportement violent. Une deuxième partie sera consacrée à « **l'évaluation des pratiques** » essentielle à tout travail de terrain : prendre le recul nécessaire à l'analyse, et répercuter dans l'action les ajustements adéquats.

Cette formation est ouverte gratuitement à tous les adhérents et vous pouvez dès à présent demander un formulaire d'inscription ou faire d'autres propositions sur les thèmes à aborder en contactant Marie-Anne Cantin par téléphone au : 01 53 66 12 62

ou par mail : m.cantin@samu-social-international.com

Nîmes : 45 bénévoles de la Croix-Rouge font tourner le Samu Social

Cet hiver a été instauré un « comité de veille de l'hébergement d'urgence » associant Conseil Général, DDASS, Samu et Croix-Rouge, pompiers, hôpitaux, et gendarmerie. Son objectif est d'assurer la plus grande efficacité possible au plan hivernal mis en œuvre le 3 novembre dernier et doté cette année de 135 places de plus que pour l'hiver dernier, soit 580 places d'accueil d'urgence sur le département. Comme par le passé, c'est le **samusocial de la Croix-Rouge** qui gère en temps réel le nombre de places disponibles et centralise les demandes d'hébergement au 115, les intervenants ayant bénéficié cette année d'une professionnalisation.

Une Assemblée Générale (pas) Ordinaire

La prochaine Assemblée Générale de la Fédération est fixé au **mardi 30 mars prochain**. Nous vous attendons nombreux pour des échanges fructueux autour des nouvelles problématiques « de la rue » rencontrées cet hiver, et autour de la **ratification du cahier des charges des samusociaux adhérents**. Par ailleurs nous élargirons cette année notre réunion à des partenaires extérieurs, concernés par notre action. Renseignements auprès de la Fédération

Les sans-abri comptent de plus en plus de femmes titre Le Midi Libre du 18 novembre 2003 au sujet d'un article sur le dispositif d'hébergement du Gard ;

C'est une constatation du Samusocial de Paris : de plus en plus de SDF sont des femmes poursuit Le Parisien du 29 novembre ;

La souffrance du SDF n'épargne plus les femmes reprend Le Progrès de Lyon du 27 décembre 2003.

Elles représentent aujourd'hui 10% des « hébergés » à Lyon, et plus de 20% à Paris. Les appels au 115 en 2003 concernent nationalement pour plus de 30% les femmes. Ce phénomène s'explique en partie par l'afflux des familles de demandeurs d'asile. Si les appelantes du 115 ne sont pas encore pour la plupart « installées » dans la rue, elles en sont aux frontières.

« Mais d'une manière générale, leurs caractéristiques sont loin d'être homogènes », constate Sylvie Celerier, universitaire chargée d'une étude sur les femmes par le Samusocial de Paris. Jeunes en rupture de famille ou abandonnées à la cinquantaine, victimes de violences, ces femmes sont diverses et échappent souvent aux traits de l'extrême désocialisation. « Mais le danger c'est que ces femmes à la rue sont une proie » explique Pascal Delolme, responsable des équipes de la Veille Sociale de Lyon.

A Lyon, les grandes désocialisées, entrées véritablement dans ce circuit infernal, se comptent sur les doigts d'une main. Elles présentent alors des situations lourdes avec des symptômes psychiatriques importants : psychose et délire. Une constatation ressentie aussi par les médecins du Samusocial parisien : « ces femmes désocialisées présentent plus de troubles mentaux que les hommes. Leurs séquelles de la rue sont plus graves et rétroactives ; elles sont cassées ».

A Nîmes, le centre d'hébergement des Glycines a accueilli en 2001 140 femmes, et plus de 160 en 2002. Un tiers ont moins de 25 ans. Quelques-unes, de passage, ne dorment qu'une nuit, d'autres sont là depuis douze ou dix-huit mois et n'ont toujours aucune solution en vue. « Lorsqu'elles arrivent, elles sont dans un état de dégradation physique et psychologique très grand ; elles sont très seules », Sabine Hermann, responsable du centre, dit ne pas s'habituer à ces situations.

Longtemps épargnées, les femmes sont désormais rentrées dans le cercle infernal de l'exclusion qui mène à la rue, où les conséquences sont plus dramatiques encore pour elles que pour les hommes.

Les 10 ans du Samusocial de Paris

En novembre dernier, cette « célébration » fut l'occasion de revenir sur le chemin parcouru depuis dix ans et l'évolution de la situation des personnes sans-abri dans la capitale : « ces dix ans d'action montrent que la situation sanitaire s'est améliorée, grâce à la loi contre les exclusions, et à l'accès aux soins facilité par l'aide médicale d'Etat et la couverture maladie universelle », note le Dr Xavier Emmanuelli, « pourtant, rien n'est jamais acquis puisque le gouvernement vient de remettre en cause le principe de l'AME, indispensable aux soins des sans-papiers. »

Entre 1998 et 2002, le Samusocial de Paris, qui régle un tiers des places d'hébergement de la capitale, via le 115, a vu le flux d'appels multiplié par 3,5, pour atteindre 710 735 en 2002. Or le nombre de nuitées gérées par le dispositif en centres d'hébergement d'urgence est resté quasiment stable : 231 215 nuitées ont été attribuées en 1999, et 252 349 en 2002. Au total, plus de la moitié des nuitées doivent aujourd'hui être offertes en hôtel. Et entre 1998 et 2002, le nombre de personnes n'ayant pu décrocher un hébergement à la suite de leur appel, par manque de place ou parce qu'elles ont été orientées vers une autre solution, a doublé pour passer de 2065 à 4430. Reste ceux dont l'appel n'a jamais abouti et qui ne sont, par définition, pas comptabilisés. D'un point de vue plus qualitatif, le président du Samusocial de Paris remarque que la « grande exclusion » reste à chiffres constants, la capitale comptant entre 9500 et 11000 « clochards traditionnels », alors que la précarité ne cesse d'augmenter : en 2002, 31 340 personnes différentes ont appelé le 115 à Paris. Elle touche de plus en plus de femmes seules (20%), et de familles (20% également), pour lesquelles il n'existe justement pas de lieux spécifiques.

L'Ordre de Malte dans les Hauts de Seine

Opérationnel du 1^{er} novembre au 31 mars, au moins 2 nuits par semaine, et davantage par grand froid, le **Samusocial de l'OHFOM** couvre les communes de Boulogne-Billancourt, Sèvres, Issy-Les-Moulineaux, Meudon et Rueil. De 20h30 à 1h du matin, un chef de bord, un conducteur et un ou deux assistants, tous bénévoles, parcourent les rues de ces communes à bord du véhicule équipé d'une liaison radio avec la régulation du 115. Des conduites vers les centres d'hébergement d'urgence se font à la demande du 115, conjointement avec les équipes de la Croix-Rouge. Enfin, un **samusocial médicalisé**, assuré à bord d'une ambulance par une équipe médicale se porte à la rencontre des plus souffrants pour leur porter secours ou les orienter.

Poitiers : depuis le mois de novembre, un samusocial est assuré par la délégation locale de la Croix-Rouge

D'autre part, un hébergement d'urgence est proposé au sein du centre hospitalier Laborit, également géré par la Croix-Rouge. Ce sont les 2 mesures principales du plan hivernal dont l'action se voit renforcée chaque fois que les prévisions météorologiques deviennent alarmantes.

Montauban, Beauvais, Agen, La Roche S/Yon

De nombreuses villes disposent cet hiver pour la première fois d'un samusocial. Six mois après la canicule, la question de l'hébergement des sans-abri durant l'hiver semble partout faire l'objet d'une attention particulière.